

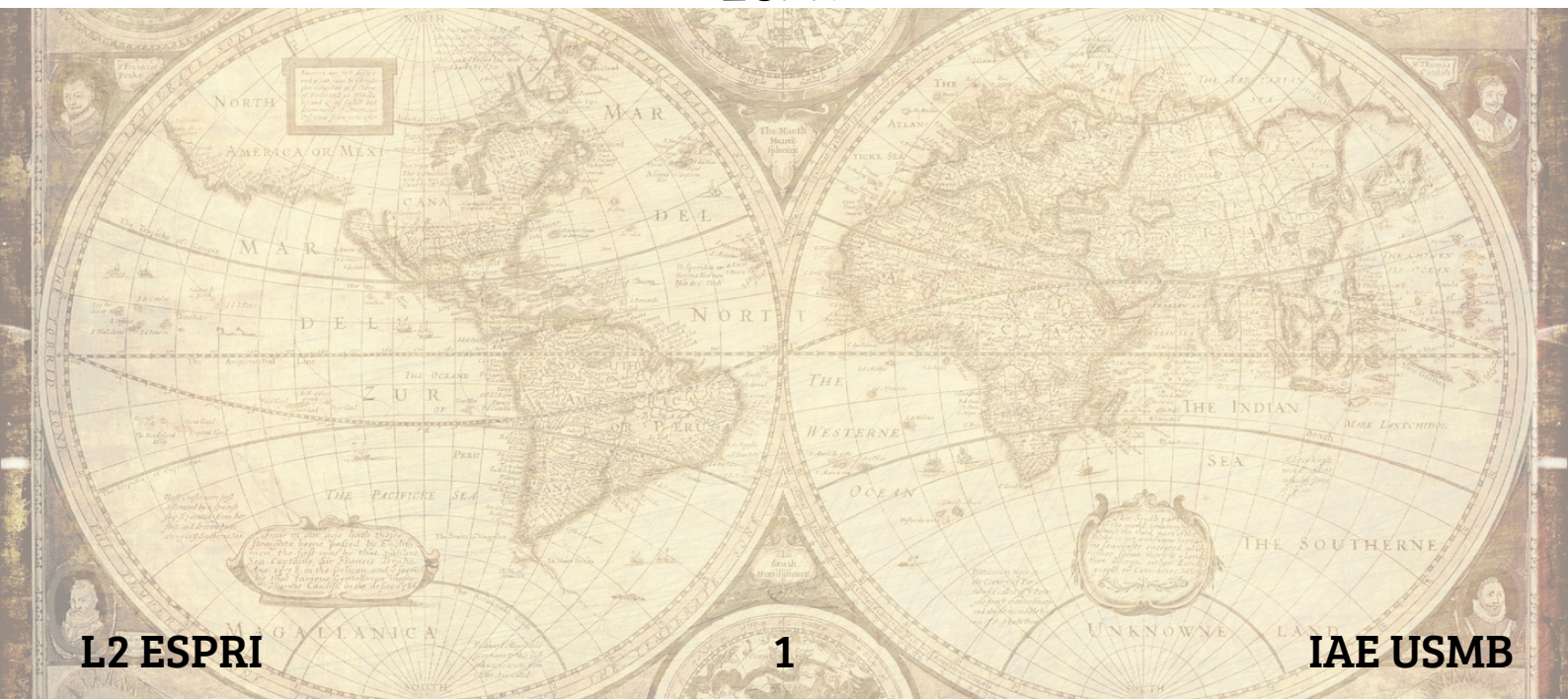


L'OBSERVATOIRE

LETTRE N°6 - OCTOBRE 2025

GÉOPOLITIQUE

L2 ESPRI



L2 ESPRI

1

IAE USMB

L'EDITO

Le monde change vite. Parfois trop vite pour qu'on prenne le temps de comprendre ce qui se joue derrière les gros titres.

Avec l'Observatoire géopolitique, les étudiants de L2 ESPRI vous emmènent aux quatre coins du globe. Un moment pour décrypter, analyser et questionner l'actualité géopolitique qui façonne notre monde.

Au programme de ce premier numéro de "l'observatoire géopolitique": le projet Arctic Light 2025 lancé par le Danemark, la reconnaissance de la Palestine, les tensions en mer Baltique et encore bien d'autres sujets.

Alors, prêts pour un tour express du globe ?

DEPOIL Lucile - OUDIN Lola - THIRARD Elodie - VILLALONGA Telma



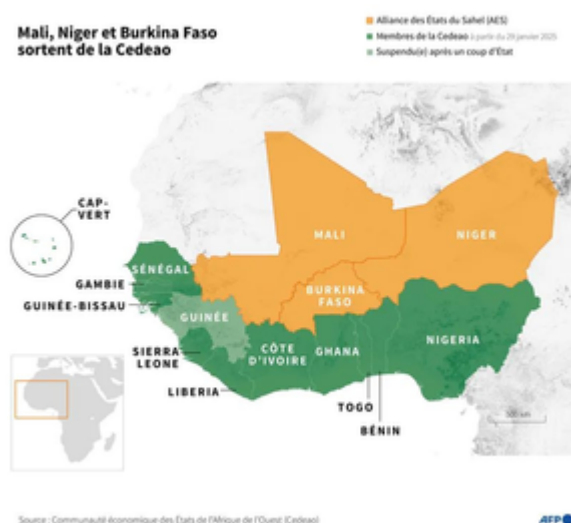
AFRIQUE	page : 3
ASIE	page : 4
OCÉAN ARCTIQUE	page : 6
MOYEN-ORIENT	page : 8
AMÉRIQUE DU SUD	page : 10
AMÉRIQUE DU NORD	page : 11
EUROPE	page : 12
FICHE PAYS : YÉMEN	page : 14
FICHE PAYS : BHOUTAN	page : 15

De la souveraineté, mais à quel prix ? Le bilan de la confédération des États du Sud

Il y a tout juste deux ans, le Mali, le Niger et le Burkina Faso se regroupaient au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES). Au départ un pacte de défense mutuelle entre régimes putschistes, elle est rapidement devenue une confédération aux prérogatives plus larges. Son action, malgré une efficacité relative, relève autant de la lutte contre le terrorisme que du développement économique et social.

Le 6 juillet 2024, moins d'un an après la signature de leur pacte de défense, les trois gouvernements militaires signent un traité de confédération : une alliance qui n'entend pas perdre de temps.

L'Alliance des États du Sahel naît de la rupture avec la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) en 2023. Les dirigeants des trois pays la jugent trop influencée par l'Occident. Ils choisissent alors de s'unir avec un objectif clair : renforcer leur souveraineté et s'unir contre les groupes djihadistes.



« *Au Sahel, le terrorisme est la cause principale des souffrances de la population* » affirme Leonardo Santos Simão, représentant à l'ONU. En juillet 2024, un traité fondateur est signé et les pays s'unissent sous un drapeau, hymne et passeport communs. L'alliance devient une confédération. Des perspectives institutionnelles sont annoncées, dont un Parlement et une banque d'investissement. Aujourd'hui, les projets d'unité coexistent avec de réelles limites : l'insécurité reste forte, les économies sont fragiles et les promesses sociales tardent à se mettre en place

La « *fièvre souverainiste* » au Sahel, selon le politologue Rahmane Idrissa, s'est nourrie d'un message percutant : « *la France est le véritable ennemi* ». Ce discours, repris par plusieurs dirigeants sahéliens, a nourri une hostilité populaire envers la France et servi à justifier des choix politiques de rupture. Pourtant, les données objectives dessinent une réalité bien différente : la menace principale dans la région provient surtout des groupes djihadistes. Comme l'a rappelé Ahmed Attaf, ministre algérien des Affaires étrangères, devant le Conseil de sécurité de l'ONU : « *Les dernières statistiques démontrent (...) que l'épicentre mondial du terrorisme s'est déplacé vers la région du Sahel, (...) qui représente actuellement, à elle seule, 48 % des décès liés au terrorisme dans le monde, contre 1 % en 2007.* ». Un décalage entre le discours politique et l'urgence humanitaire vécue par les populations locales se dessine.

La résolution des problématiques régionales semble, en effet, ne pas prendre les chemins les plus directes. La sortie de la CEDEAO s'accompagne d'un renoncement aux accords de libre-échange et de circulation avec les pays de la région. Cela complexifie grandement le commerce. D'autant que les pays de l'AES sont enclavés, sans accès à la mer. Dans le cadre des politiques souverainistes des États membres de l'AES, les troupes françaises présentes dans la région pour lutter contre le terrorisme ont été renvoyées chez elles. C'est désormais "L'Africa Corps", ex-Wagner, qui remplit, de manière beaucoup moins conventionnelle et efficace, ce rôle. Aujourd'hui, *"60 % du territoire du Burkina Faso et 50 % de celui du Mali échappent au contrôle de l'armée régulière, contre 40 % en 2021"*, selon l'ONG Acled. La mise en commun des moyens militaires et de renseignement, voulue par l'AES, accompagnée d'une meilleure coordination militaire peuvent être la solution pour endiguer le terrorisme dans le Sahel. Cependant, au vu des échecs précédents, rien n'est moins sûr.

Alors que les promesses des dirigeants fusent, une réalité plus complexe semble heurter la région du Sahel. L'efficacité de cette confédération peine à convaincre qu'elle peut répondre aux besoins de sa population. Derrière les discours, la question de la transition politique persiste. L'AES pourra-t-elle survivre à une éventuelle démocratisation des régimes sahéliens?

BERNE Clara - CAMARA Siré - ROCHAS Clotilde

Asie

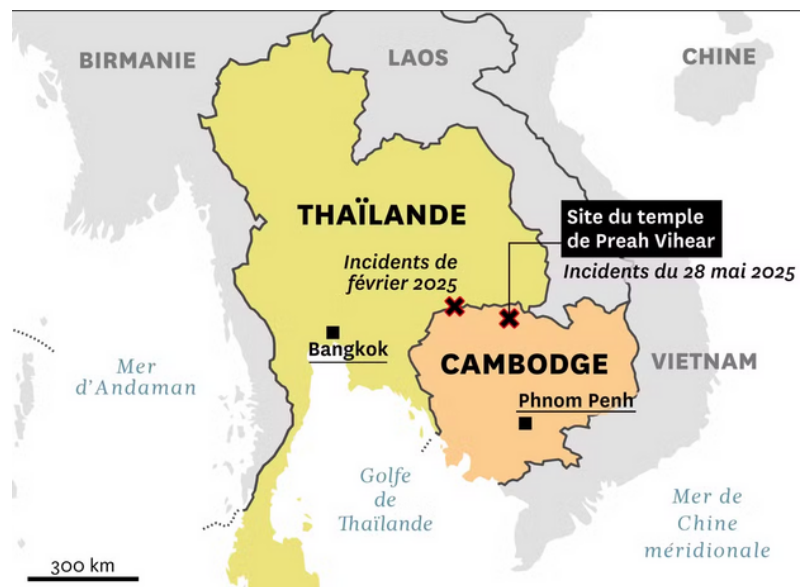
Thaïlande-Cambodge : quand un différend colonial secoue toute une région

Le 24 juillet 2025, près du Triangle d'Émeraude, des tirs d'artillerie lourde se font entendre. La frontière Cambodge-Thaïlande devient le théâtre d'affrontements résultant de plusieurs décennies de tensions.

Environ 200 000 personnes déplacées, plus de 34 morts : ce bilan dramatique reflète la situation à la frontière thaïlandaise-cambodgienne à la fin du mois de juillet 2025.

La raison de cette escalade militaire ? Un point de discorde sur la ligne de démarcation, principalement autour du temple de Preah Vihear, issue du traité franco-siamois de 1907. A l'initiative de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), présidée par la Malaisie, un cessez-le-feu a été signé le 28 juillet, marquant la fin des affrontements officiels.

L'ASEAN a particulièrement été touchée dans sa crédibilité lors de cette crise, mettant en avant ses limites. Avec une reprise des provocations peu de temps après, le non-respect du cessez-le-feu détériore l'image de cette organisation. Toutefois, son principe fondamental est la non-ingérence, ce qui explique son incapacité à résoudre les crises de manière collective. Le conflit impacte également la prospérité économique souhaitée par l'ASEAN, avec une diminution des échanges entre les deux belligérants à hauteur de 1,8 milliards de dollars.



Ce conflit régional montre aussi l'impact de l'influence internationale. Les relations de ces deux pays avec les États-Unis et la Chine pourraient se redessiner. En effet, la Thaïlande est considérée comme un allié des États-Unis et le Cambodge comme un partenaire de la Chine, surtout ces dernières années. Or, depuis l'ascension du premier ministre Hun Manet en 2023, le Cambodge se rapproche des États-Unis, dans le but pour ce dernier d'étendre son emprise dans la sphère d'influence chinoise. Bangkok, sentant vaciller les États-Unis, tente de développer une stratégie de rapprochement des puissances moyennes à travers le monde. La Chine a joué un rôle central, les deux nations ont même réaffirmé leur volonté de maintenir un cessez-le-feu à Shanghaï lors d'une réunion trilatérale. Cependant, la Chine participe à la détérioration des relations régionales en faisant primer ses intérêts au lieu de promouvoir une paix durable.

Dans cette crise, la population en paie le prix fort. Les déplacés vivent désormais dans des abris de fortune où le manque d'eau, de nourriture et de matériel se fait sentir. Par ailleurs, le ministère de la santé thaïlandais a rapporté la mort de 14 civils après la première journée de combats. Face à de telles souffrances, plusieurs observateurs internationaux s'alarment : « *Ni la Thaïlande ni le Cambodge ne semblent prêter attention au droit international humanitaire* », déclare John Sifton, directeur Asie de *Human Rights Watch*. Dès les premiers affrontements, aucun des deux camps n'a respecté le principe de distinction entre civils et combattants, pourtant défini dans le droit de la guerre. Une curieuse façon d'honorer leur engagement de 2022 à limiter la violence contre les civils. Il faut également souligner l'utilisation de mines antipersonnel interdites par la Convention d'Ottawa de 1997, que les deux États ont pourtant ratifiée. Même avec le cessez-le-feu, la perte de crédibilité des deux États pousse la communauté internationale à exiger des mesures concrètes pour protéger la population.

Cet affrontement montre que les vieilles rivalités frontalières restent une source de conflit en Asie du Sud-Est. L'ASEAN a tenté de jouer un rôle, mais il reste limité face à la crise

Au final, ce sont surtout les populations civiles qui subissent les conséquences les plus graves. De son côté, l'ONU « *exhorte les deux pays à respecter pleinement l'accord et à créer un environnement propice au règlement des problèmes de longue date et à l'instauration d'une paix durable* » selon la déclaration d'Antonio Guterres. Mais à force « d'exhorter », l'organisation ressemble aujourd'hui plus à un spectateur impuissant qu'un arbitre efficace dans les relations internationales.

BROQUET Olivia - LEGÉ Lucas - RENAUD-GOUD Maxence

Océan Arctique

Arctic Light 2025 : quand le Danemark redessine la carte stratégique de l'Arctique

L'exercice Arctic Light 2025, lancé par les forces armées danoises le 9 septembre, a rassemblé plus de 550 militaires danois et de pays alliés de l'OTAN (les États-Unis n'y participent pas) pour un entraînement intensif au Groenland et dans ses environs. Cet exercice, qui s'est déroulé jusqu'au 19 septembre, illustre l'engagement de l'Alliance envers la défense collective et la sécurité dans l'Arctique.



Un membre des forces armées danoises descend d'un hélicoptère sur la frégate Niels Juel lors d'exercices conjoints des forces armées danoises et françaises au large de Nuuk, au Groenland. REUTERS/Guglielmo Mangiapane

«Nous tous qui travaillons dans ce domaine pensons que la Russie utilisera ses ressources ailleurs qu'en Ukraine, et cela concerne également la région arctique. Il s'agit donc d'une menace, pas une menace immédiate, mais d'une menace future que nous surveillons attentivement», - déclare le Major Général Soren Andersen, chef du Commandement conjoint de l'Arctique.

Le Groenland, bien que territoire autonome, reste sous la souveraineté danoise. Mais ses ressources naturelles (minerais, hydrocarbures potentiels, terres rares), ses routes maritimes émergentes liées au changement climatique, et sa position stratégique entre l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Arctique russe en font un objet de convoitise, mais aussi un enjeu de puissance.

Une démonstration de force au cœur de l'Arctique

L'exercice Arctic Light 2025 comprend des volets navals, terrestres, aériens et des forces spéciales. Les forces alliées, qui comprennent la France, la Suède, la Norvège et l'Allemagne, s'entraînent aux tirs réels, aux opérations spéciales, aux exercices de sauvetage en mer et aux opérations en conditions froides pour renforcer l'interopérabilité dans les conditions exigeantes de l'Arctique. Ces efforts visent à améliorer la préparation face aux crises dans l'Atlantique Nord et l'Arctique, où le changement climatique et l'intensification des activités représentent de nouveaux risques. En effet, la région de l'Arctique permet à l'Europe (par le Danemark) de renforcer sa visibilité dans le Grand Nord afin de maintenir une influence stratégique.

On retrouve un enjeu sécuritaire important avec les tensions entre l'OTAN et la Russie, mais aussi des enjeux économiques, qui expliquent la volonté de l'Europe d'être présente dans la région, pour sa sécurité et pour sécuriser ses approvisionnements.

Quand l'allié historique reste à distance

Cependant, un élément attire particulièrement l'attention : l'absence des forces américaines. Pour Copenhague, il s'agit d'affirmer sa capacité à agir de manière autonome aux côtés de partenaires européens, sans dépendre directement de la puissance militaire américaine. Notamment après la déclaration de Donald Trump devant le Congrès américain selon laquelle, « *One way or another* » (d'une manière ou d'une autre), les États-Unis entendent s'appropriier le Groenland au nom de la sécurité nationale et internationale. En effet, les relations diplomatiques entre le Danemark et les États-Unis semblent s'être dégradées ces dernières années, ceci expliquant notamment leur absence. Plus récemment, le 27 août dernier, le Danemark a convoqué le chargé d'affaires américain, accusant les États-Unis « *vouloir fissurer les relations avec le Danemark* ». D'après Marc Jacobsen, maître de conférence au Collège royal de défense danois, ces révélations « *restent un peu vagues, mais, compte tenu du contexte et vu le niveau de la réaction, elles sont à prendre sérieusement* ». Ces tensions avec les États-Unis ne semblent pas avoir de graves conséquences pour l'instant, mais viennent clairement cristalliser l'enjeu brûlant que représente l'Arctique.

Arctic Light 2025 marque une étape dans la volonté du Danemark et de ses alliés européens de renforcer leur autonomie stratégique dans l'Arctique. Il ouvre la voie à une présence européenne plus affirmée dans la région, face aux rivalités croissantes entre grandes puissances. Le Groenland et l'Arctique vont être de plus en plus au cœur de nouvelles tensions géopolitiques, entre ressources naturelles, routes maritimes émergentes et rivalités mondiales.

Mais la question demeure : jusqu'où l'équilibre fragile dans l'Arctique pourrait-il être préservé face aux ambitions des grandes puissances et aux changements climatiques qui transforment la région ?

CUNIBERTI Fanette - LIU Anita - SERMET-MAGDELAIN Camille

Reconnaissance de la Palestine : un tournant diplomatique

À l'ONU, les 21 et 22 septembre 2025, une dizaine de pays occidentaux ont annoncé reconnaître l'État palestinien. Cet acte à forte portée diplomatique, mais concrètement limité, divise la communauté internationale et accroît les tensions avec Israël.

Une décision *“historique et courageuse”* : ce sont les mots prononcés par Mahmoud Abbas, président de l'autorité palestinienne en réaction à la reconnaissance de son Etat par plusieurs puissances occidentales à New York. Désormais, 158 pays reconnaissent officiellement l'Etat palestinien.



Andrea Renault/STAR MAX/IPx/A.P

Un revirement diplomatique historique

La dernière Assemblée Générale des Nations unies a été marquée par une vague de reconnaissance de l'Etat palestinien : des puissances telles que le Royaume-Uni, l'Australie, le Portugal, le Canada, la France et la Belgique ont suivi le mouvement. Cela marque un revirement diplomatique significatif : historiquement alignés sur la position étasunienne, les pays occidentaux s'étaient jusqu'alors abstenus au sujet de la reconnaissance de la Palestine en affichant même un soutien à Israël au début du conflit. La position occidentale s'affirme donc sans pour autant vouloir totalement s'affranchir de Washington. En reconnaissant l'État de Palestine, les Occidentaux renforcent l'autorité palestinienne tout en affaiblissant la diplomatie israélienne. Les actions occidentales restent donc symboliques, sans effets directs sur la situation critique à Gaza, mais constituent un signal fort qui suscite de vives réactions.

Des réactions entre soutiens et rejets

Cette reconnaissance a également trouvé un écho favorable au sein du monde arabe. L'Arabie Saoudite a salué la décision française de reconnaître l'État palestinien, appelant les autres pays à suivre cette *« mesure historique »* afin de renforcer la légitimité palestinienne sur la scène internationale.

Mais pour certains, cette reconnaissance reste prématurée. Le 23 septembre à l'ONU, le président Américain Donald Trump a mis en garde les pays ayant reconnu la Palestine, estimant qu'*« une telle initiative revient à récompenser les terroristes du Hamas pour les atrocités commises »*. Cette initiative occidentale illustre un décalage croissant avec Washington, attaché à sa ligne diplomatique traditionnelle.

À l'opposé, c'est un rejet total pour Israël malgré les critiques d'une partie de la communauté internationale. Benjamin Netanyahu a dénoncé une *« récompense énorme au terrorisme »* et menace désormais de fermer le consulat français à Jérusalem. Cela pourrait également mener à la fin des accords d'Abraham, traités de normalisation diplomatique signés en 2020 avec plusieurs pays arabes. Une telle remise en cause marquerait un tournant dans la stabilité régionale en accentuant l'isolement diplomatique de Tel-Aviv.

La perspective d'une solution diplomatique et politique

Bien que la reconnaissance de la Palestine soit marquée d'une symbolique forte, son impact reste limité dans le temps : l'autorité palestinienne garde un statut d'observateur à l'ONU en raison du veto des États-Unis au Conseil de sécurité qui empêche son adhésion entière.

L'espoir de faire évoluer la situation à Gaza est tout de même encore présent. C'est l'idée portée par Emmanuel Macron lors de son discours à l'ONU en posant des conditions à l'ouverture d'une Ambassade française en Palestine. Des conditions allant de la libération des otages par le Hamas au désarmement de celui-ci déjà à bout de souffle. C'est notamment l'avis du politologue algérien Hasni Abidu qui espère que la reconnaissance de la Palestine, entraînera le désarmement du Hamas au profit d'une Autorité palestinienne. Cette reconnaissance serait alors l'ouverture de discussions pour la paix.

Malgré la symbolique de la reconnaissance de l'État palestinien par de grandes puissances occidentales, il est difficile d'imaginer qu'Israël revoie ses ambitions à la baisse. L'État d'Israël pourrait même voir ces reconnaissances comme une *“provocation diplomatique”* et se montrer d'autant plus agressif dans ses attaques. Auquel cas, la communauté internationale devra envisager d'autres solutions inédites afin de pallier son impuissance chronique dans ce conflit. C'est notamment ce que suggère Monique Chemillier-Gendreau, juriste française *“pour que cet acte soit réellement positif, il faudrait qu'il soit assorti de sanctions contre Israël”* pour espérer avoir un impact sur la politique israélienne et mettre fin au conflit.

De plus, le plan de paix, proposé par le président américain ce lundi 29 septembre, va au-delà de la reconnaissance et envisage une solution à deux États pour mettre fin à la guerre sur le territoire palestinien. Plusieurs pays du Moyen-Orient ont apporté leur soutien au projet, tandis que le Hamas, menacé explicitement et directement par Donald Trump *“d'aller en enfer”*, n'a pas encore fait connaître sa position.

CREPEL Alix - LESTRADE Camille - ROUZIÈRE Cloé

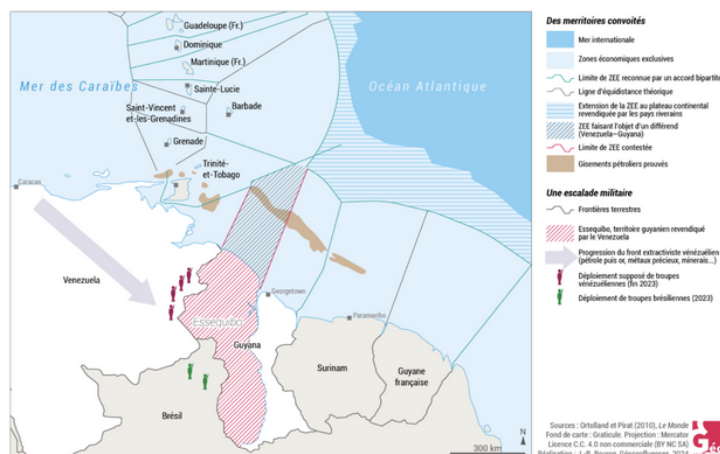
Amérique du Sud

L'Essequibo : l'ombre du pétrole ravive un conflit frontalier vieux d'un siècle

L'Essequibo, vaste territoire entre le Venezuela et le Guyana, est depuis des années un territoire contesté. Depuis la découverte de pétrole offshore, le Venezuela a durci ses revendications. En effet, il multiplie désormais les manœuvres militaires contre le Guyana, qui contrôle la zone depuis plus d'un siècle.

« *L'Essequibo est à nous* », c'est ce que proclame haut et fort les vénézuéliens. En Décembre 2023, le Venezuela a organisé un référendum concernant l'intégration du pays à L'Essequibo et le « oui » l'a remporté avec un score phénoménale de 95 %. Ce résultat a provoqué de vives inquiétudes, alors que le Guyana avait déjà saisi la Cour Internationale de Justice afin que celle-ci re-confirme la souveraineté du pays sur la région après plus de 100 ans.

Depuis l'arbitrage international en 1899, l'Essequibo est devenu une colonie britannique avec le Guyana. Après avoir déclaré son indépendance en 1966, le Guyana revendique l'Essequibo comme une partie intégrante de son territoire, étant donné son appartenance historique. « *Tout cela appartient au Guyana ; aucune propagande, aucun décret ne peut changer cela* », a affirmé le président du Guyana, Irfaan Ali. Le litige n'a jamais été réglé et il s'est même intensifié ces dernières années lorsque des gisements d'hydrocarbures offshore ont été découverts dans la région disputée. En effet, cette découverte est synonyme de développement économique. Dans ce contexte, parvenir à un compromis et instaurer une paix durable s'avère difficile.



Ces derniers mois la situation semble s'envenimer avec de plus en plus de patrouilles et d'opérations militaires vénézuéliennes aux abords des zones pétrolières. « *J'ai ordonné le déploiement de 25 000 hommes et femmes de notre glorieuse Force armée nationale* », a déclaré N. Maduro, président du Venezuela. L'ONU se retrouve impuissant sur ce sujet avec un blocage au Conseil de sécurité par la Chine et la Russie qui soutiennent le Venezuela pour son pétrole. Le Guyana, malgré son infériorité marquée, peut compter sur le soutien des États-Unis. Ces derniers y voient l'occasion, encore une fois, d'étendre leur influence sur le continent. De son côté, le Brésil, pays frontalier de la région, renforce sa présence militaire à la frontière pour éviter tout débordement.

L'avenir de la région semble incertain. Ainsi, les possibilités pour arrêter ce conflit semblent ne pas permettre au Guyana de garder la totale souveraineté de son territoire. Un partage pourrait en effet être mis en place ne garantissant pas pour autant une bonne-entente et un non-retour à la confrontation. Ou alors un accord pourrait être discuté en ce qui concerne uniquement la répartition des gains obtenus grâce à l'exploitation des ressources offshore. Dans tous les scénarios envisagés, rien ne garantit une stabilité et une situation de paix pérenne entre les pays.

Le conflit de l'Essequibo illustre combien les différends territoriaux anciens peuvent resurgir dès lors que des ressources stratégiques sont en jeu. Si le Guyana bénéficie aujourd'hui d'un appui international et juridique en sa faveur, la posture offensive du Venezuela fait peser un risque réel d'escalade de la violence. L'Essequibo révèle de véritables tensions entre enjeux économiques, identité nationale et stabilité régionale. La recherche d'un compromis durable apparaît donc essentielle pour éviter que ce contentieux ne dégénère en une crise plus large en Amérique du Sud.

FOURNIER Mattis - LEPOINTE Clara - RAMI Siham

Amérique du Nord

Ras-le-bol des taxes !! Mexique et Canada s'allient. Mesures protectionnistes de Donald Trump, ses alliés en pâtissent

À l'approche des renégociations de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), les dirigeants mexicains et canadiens se sont réunis à Mexico, ce 18 septembre, afin de resserrer leurs liens et faire face aux barrières douanières imposées par Trump. L'ACEUM doit être réexaminé l'an prochain comme le préconise le traité.

Donald Trump, ayant déjà imposé des droits de douane considérables à ses alliés, réclame une renégociation visant à obtenir des conditions plus favorables aux industriels américains, faisant monter la tension entre les trois partenaires. Pour le Canada et le Mexique, cette alliance est vitale : près de 80 % de leurs exportations affluent vers les États-Unis. La politique protectionniste de Donald Trump pousse le premier ministre canadien, Mark Carney, à prendre les devants et s'émanciper de cette dépendance américaine très instable.

De pair avec la relance de son économie, M. Carney améliore ses relations internationales, et ce, via le plan d'action 2025-2028 avec le Mexique. Ce nouveau plan d'action est vu comme *“une feuille de route pour identifier les priorités et orienter les actions stratégiques liées à la relation bilatérale”*, affirme le gouvernement canadien. Le but principal est de renforcer le partenariat des deux pays, surtout dans les domaines du commerce, de la sécurité et de l'énergie. Opportunité pour certains, mais pour d'autres, notamment Trump, cette rencontre peut être vue comme une attaque personnelle.

Courant 2026, les renégociations de l'ACEUM vont commencer. Pour se préparer, les États-Unis, le Mexique et le Canada ont commencé respectivement les consultations officielles au sein de leur pays les 16, 17 et 19 septembre dernier.



Afp, L. S. A. (2025, 19 septembre, Mexico) Le Singulier.

La rencontre Mexico-canadienne a quant à elle eu lieu le 18 septembre, soit deux jours après que Trump a annoncé les discussions officielles américaines sur les modalités de l'accord. Ce dernier a assuré qu'il ne cherchait pas à modifier le traité, mais bien à renégocier certains aspects afin de favoriser au mieux les entreprises nationales.

Cette succession de dates peut indiquer une scission entre les pays de l'ACEUM et ceux, même si Claudia Sheinbaum, présidente du Mexique, s'est montrée "optimiste" sur l'avenir de l'accord nord-

américain suite à sa rencontre avec le premier ministre canadien.

L'avenir de cet accord demeure très incertain malgré cette rencontre, car le président des États-Unis est connu pour être imprévisible. Doug Forb, premier ministre de l'Ontario (Canada), s'attend même à une rupture de l'accord par Trump avant 2026. Le rapprochement mexico-canadien pourrait mettre en difficulté les entreprises américaines. Certaines multinationales font déjà pression sur Washington pour une résolution rapide.

De plus, l'ACEUM pourrait devenir un atout majeur pour les trois pays. Volonté portée par la présidente mexicaine : « *La meilleure manière de concurrencer d'autres régions du monde est de renforcer le traité commercial entre les trois pays* ». Trump, ne partageant pas le même avis, a publié : « *Cela va devenir très difficile pour nous de conclure un accord commercial avec eux. Ô Canada !!!* », suite à la reconnaissance de l'État de Palestine par le Canada.

Malgré tout, ce plan d'action conjoint entre Mexique et Canada permettra une forme d'émancipation vis-à-vis des États-Unis, principal partenaire économique des deux pays. C'est une conséquence directe de l'incertitude créée par Trump sur les échanges commerciaux.

Le ton est lancé et reflète les tensions qu'engendre cet accord. Un compromis risque d'être difficile à trouver si chaque nation continue à privilégier ses propres intérêts.

BENI-AÏCHE Capucine - FELIX Noé - PELISSIER Luna - VERNIN Jules

Tensions en mer Baltique : l'Estonie dénonce des violations de son espace aérien

Vendredi 19 septembre 2025, trois chasseurs russes MiG-31 ont franchi la frontière aérienne estonienne. Ces derniers sont passés au-dessus du golfe de Finlande pendant douze minutes qui ont paru être une éternité. Tallinn le vit comme une provocation délibérée. Après les drones en Pologne et en Roumanie, ceci confirme une escalade inquiétante des tensions entre Moscou et l'OTAN.

“La Russie a déjà violé l'espace aérien estonien à quatre reprises cette année, ce qui est en soi inacceptable. Mais l'incursion d'aujourd'hui, [...], est d'une audace sans précédent.” a lancé Margus Tsahkna ; une formule qui résume l'onde de choc diplomatique poussant Tallinn à demander l'activation de l'article 4 de l'OTAN.



Un chasseur russe MIG-31, photographié par l'armée de l'air suédoise, vole au-dessus de la mer Baltique, le 19 septembre 2025. PHOTO FORSVARSMAKTEN / AFP

Depuis plusieurs semaines, les provocations aériennes se multiplient aux frontières orientales de l'OTAN. Le 10 septembre, la Pologne a subi la plus grave violation de son espace aérien depuis 1949 avec le survol de vingt drones russes. Trois jours plus tard, une incursion similaire a été signalée en Roumanie. Peu après, alors que la Commission européenne dévoilait de nouvelles sanctions contre Moscou, des avions russes pénétraient à leur tour dans le ciel estonien, au-dessus du golfe de Finlande. Le MiG-31 « Foxhound », intercepteur capable d'emporter le missile hypersonique Kinjal, vole sans

signaler sa présence, ce qui oblige l'Alliance à lancer des décollages d'urgence. Une stratégie destinée à tester la vigilance de l'Alliance tout en usant de ses ressources.

En première ligne face à Moscou, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie restent vulnérables. En effet, ils ne disposent pas de leurs propres chasseurs. Leur espace aérien est donc placé sous la protection de l'OTAN, assurée depuis août par des F-35 italiens, épaulés ponctuellement par la Suède et la Finlande.

Face à cette incursion, Kristen Michal, le Premier ministre estonien, a demandé à l'OTAN d'activer l'article 4 du traité. Cet article stipule que « les parties se consulteront chaque fois que, de l'avis de l'une d'elles, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties sera menacée ». Cette procédure, invoquée seulement neuf fois depuis la création de l'Alliance en 1949, témoigne de la gravité de la situation.

D'autant plus que trois de ces activations ont eu lieu depuis 2022, révélant l'accélération des crises sécuritaires en Europe. De plus, l'Estonie a convoqué le chargé d'affaires russe. Elle a rappelé qu'il s'agissait de la quatrième violation par la Russie de son espace aérien depuis le début de l'année. Le Conseil de sécurité de l'ONU a également annoncé une réunion d'urgence pour examiner cette violation du droit international

Les pays européens, dont la France, ont rapidement affiché leur solidarité avec Tallinn, tandis que l'Ukraine dénonçait une « *escalade* ». Moscou a nié toute violation, affirmant que le vol respectait les règles internationales.

Ces intrusions répétées révèlent les limites de l'OTAN. Si tous les pays, y compris la Hongrie et la Slovaquie proches de Moscou condamnent les violations russes, le consensus se brise sur la réponse à adopter. Varsovie et Londres défendent une position intransigeante, quand Berlin et Rome redoutent une « *escalade piège* » voulue par Poutine. À ces divergences s'ajoutent l'affaiblissement des moyens européens lié à la guerre en Ukraine et la dépendance persistante aux États-Unis. Or, Donald Trump minimise ces provocations, parlant d'« *erreur* » et affirmant que « *ce n'était pas la guerre de Trump* ».

Au cœur des inquiétudes revient l'article 5 qui dispose qu'une attaque contre un membre de l'Alliance est considérée comme une attaque contre tous. Le risque d'escalade est donc réel. Effectivement, l'ambassadeur russe en France, Alexeï Mechkov, a mis en garde : « *Si l'OTAN abat un avion russe sous prétexte d'une prétendue violation de son espace aérien, ce sera la guerre.* »

Malgré les précédentes intrusions en Pologne et en Roumanie et le potentiel durcissement des sanctions européennes, la Russie a tout de même pénétré l'espace aérien estonien testant directement la vigilance de l'OTAN. Si Tallinn a invoqué l'article 4 et que l'ONU s'est réunie en urgence, ces intrusions révèlent les fragilités du bouclier aérien allié, ainsi que les divisions internes et la dépendance aux États-Unis. Une question clé reste en suspens : l'OTAN fait-elle encore peur à la Russie ? Si l'Alliance hésite entre fermeté et prudence, le Kremlin semble prêt à pousser toujours plus loin ses limites...

BASRI Sara - ERGAN Manon - PAJOT Nino

GÉOGRAPHIE STRATÉGIQUE

- Situé au sud-ouest de la péninsule arabique et bordé par la **mer Rouge** et le **golfe d'Aden**.
- Contrôle le **détroit de Bab el-Mandeb** (couloir maritime vital pour le commerce mondial).
- Pays marqué par ses déserts arides, ses hauts plateaux montagneux et un climat sec => pays **vulnérable** aux effets du **changement climatique**.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom complet : **République du Yémen**
Chef d'Etat : Rachad Al-Alimi
Capitale : **Sanaa** (occupée par les Houthis depuis 2015)
Capitale provisoire : Aden
Population : ~40 millions (2024)
Forme d'Etat : Régime présidentiel
Monnaie : Riyal yéménite (1 USD = ~ 240 YER)
Religion : **Islam yéménite** (majorité sunnite, minorité chiite)
Langue officielle : **Arabe**
Rang PIB : 123e (2024) ; PIB : 60, 48 milliards \$ (2008)
Rang IDH : 183e sur 191 (2021)
Ressources naturelles : pétrole, gaz naturel, agriculture

HISTOIRE RÉCENTE

- **1990**: unification du sud et du nord
- **1994**: tentative de sécession de la part du sud
- **2004**: première rébellion des Houthis, minorité chiite marginalisée
- **2004-2014**: instabilité croissante, conflits récurrents entre Houthis et gouvernement, implantation forte du terrorisme
- **2014**: prise de la capitale par les Houthis, démission du président en place + régionalisation du conflit avec l'intervention des pays voisins (coalition des pays arabes sunnites vs Iran chiite)



YÉMEN

GUERRE CIVILE

- Depuis **2014** : Le Yémen est déchiré par une guerre par procuration entre l'Arabie Saoudite et les Houthis (soutenus par l'Iran).
- Les combats ont fragmenté l'État et facilité l'implantation de **groupes terroristes** (Al-Qaïda et Daesh).
- La population souffre d'une **des pires crises humanitaires mondiales** : famine, choléra, millions de déplacés et effondrement des services essentiels de l'État.

TENSIONS GÉOPOLITIQUES

- Le **détroit de Bab el-Mandeb**, passage vital pour le commerce maritime mondial est **menacé** par des attaques houthis → perturbation trafic.
- Terrain de **rivalité régionale** entre Arabie saoudite/Émirats vs Iran, transformant le Yémen en **guerre par procuration**.
- **Flux migratoire important** traverse le Yémen : des migrants du Horn of Africa passent par la côte yéménite pour atteindre le Golfe ou l'Arabie saoudite - risques élevés et crise humanitaire aggravée.

RELATIONS EXTÉRIEURES

- Membre des **Nations Unies**, de la **Ligue arabe**, de l'**Organisation de la coopération islamique**, du **G77**.
- Le **gouvernement reconnu** s'appuie sur l'**UE**, les **États-Unis**, l'**Arabie saoudite** et les **Émirats arabes unis** pour l'aide humanitaire, financière et militaire. L'**Iran** soutient les **Houthis** (ouverture d'une ambassade à Sanaa). Le Yémen cherche à **renforcer ses liens régionaux** en participant à certains comités techniques du **Conseil de Coopération du Golfe**.
- Des **médiations** menées par l'**ONU** et Oman ont permis des cessez-le-feu, mais sans garantir une paix durable.

FORCES ARMÉES

Effectifs : 66 700 actifs + 900 000 réservistes
Branches : armée de terre, armée de l'air, marine, + forces paramilitaires et garde côtière.
Budget défense : ~ 1,4 milliard USD (2014)
Fournisseurs d'équipements étrangers : Bulgarie, Chine, Russie, Corée du Nord, Taiwan
Problèmes majeurs : armée fragmentée entre plusieurs factions (gouvernement, Houthis, milices), infrastructures détruites, logistique difficile et matériel vieillissant sans armement moderne unifié.



TERRITOIRE

Pays montagneux et composé à 70% de forêt, faisant du pays un exemple en termes de protection de l'environnement (seul pays à avoir une **empreinte carbone négative**).

Le Bhoutan **produit beaucoup d'énergie hydroélectrique**, correspondant à sa plus grande source de revenus. Il exporte beaucoup de son énergie produite en Inde.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Capitale : Thimphou

Population : 791 524 en 2024

Forme d'Etat : Monarchie constitutionnelle parlementaire

Monnaie : Ngultrum

Religion majoritaire : Bouddhiste tibétain

Langue officielle : Dzongkha



HISTOIRE RÉCENTE

1907 : Unification du pays.

1907-2006 : La dynastie Wangchuck gouverne, soutenue par les Britanniques.

1972 : J.S. Wangchuck fait du Bhoutan le seul pays à avoir le Bonheur National Brut comme indicateur de richesse, remplaçant le PIB.

2008 : Jigme Thinley remporte les premières élections, début de la monarchie parlementaire.



BHOUTAN

POLITIQUE INTÉRIEURE

La Constitution de 2008 a proclamé la **liberté de presse**. Néanmoins, l'alternance entre les différents partis politiques ne semble avoir aucun impact sur la liberté d'informer dans le pays, où **l'autocensure reste omniprésente**. Toutefois, malgré la réputation du pays en matière de **Bonheur National Brut (BNB)**, cette image positive contraste avec les restrictions persistantes concernant la **liberté d'expression et de presse**.

TENSIONS GÉOPOLITIQUES

Le Bhoutan est un **pays enclavé entre Inde et Chine**, deux géants pollueurs, faisant ressentir les conséquences du **réchauffement climatique**.

Les **relations sino-bhoutanaises sont glaciales**. Depuis 1962 la **frontière est fermée**. Le désir impérial chinois se reflète sur ce pays, avec la revendication de territoires officiellement bhoutanais. La Chine appuie alors le terme de "frontières mobiles".

RELATIONS EXTÉRIEURES

Inde : Depuis 1949, l'Inde est un partenaire économique du Bhoutan, avec notamment l'investissement dans des projets de développement et la mise en place **d'accords de libre échange entre les 2 pays**.

Membre de l'ONU depuis 1971 et de la SAARC (organisation des pays d'Asie du Sud Est). Peu de relations diplomatiques avec les autres pays, reflétant le souhait du maintien d'une souveraineté.

FORCES ARMÉES

Le pays étant enclavé, il dispose seulement d'une **armée de Terre**. 8000 hommes et 5000 soldats de réserve.

Budget de 13 millions de dollars, soit **1,8% du PIB**

Disposition de **matériels militaires indiens** et de sa **protection aérienne**